

LES ORGANISMES DE RECHERCHE APPLIQUEE EN ALGERIE

1 — Le Centre National de Recherches en Economie et en Sociologie rurales :

Progrès ou stagnation de l'agriculture et du mode rural ? C'est là un problème de structures sociales autant (ou plus) qu'un problème de moyens techniques et financiers. Cette constatation, faite partout dans le Tiers-Monde, présente un intérêt particulier en Algérie où la société rurale a été profondément modifiée par la colonisation, la guerre et les premières applications d'une politique socialiste.

Aussi était-il nécessaire que le Ministère responsable de l'agriculture suscite des études de sociologie rurale et prenne l'initiative de créer un organisme de recherche spécialisé.

Cet organisme, le « Centre National de Recherches en Economie et Sociologie rurales » fait partie de « l'Institut national de la Recherche Agronomique d'Algérie ». Il comporte une « Station d'Economie rurale » et une « Station de sociologie rurale » mais études et enquêtes peuvent être effectuées par des équipes réunissant agronomes, économistes et sociologues.

Le programme du Centre a été adopté après consultation des responsables du Ministère de l'agriculture et de la section « agriculture » de la Direction générale du Plan, la priorité étant accordée aux problèmes les plus importants.

Le programme de la « station » de sociologie rurale comporte deux orientations principales, correspondant aux deux aspects de l'agriculture algérienne : l'agriculture socialiste et l'agriculture traditionnelle.

1°) *Recherches sur l'autogestion agricole*

L'autogestion agricole, malgré son importance économique et politique et malgré l'intérêt théorique que présente cette formule originale, reste mal connue. Sa signification sociologique (1) a jusqu'à présent moins retenu l'attention que les aspects techniques ou économiques du problème.

(1) **Bernard Gaud**, « La participation ouvrière en Algérie dans le secteur industriel socialiste in *Revue Algérienne* n° 4 1967 ».

Il est pourtant clair que l'avenir même de l'institution, et le rôle qu'elle est appelée à jouer pour le progrès du pays, dépendent d'abord de la participation des travailleurs, de la naissance de collectivités de production solidaires et conscientes.

Une enquête rapide menée en 1966, ainsi que les observations collectées à des sources diverses, montrent que le degré de maturation varie fortement de région à région et de domaine à domaine. Le premier objectif d'étude est donc de parvenir à un tableau d'ensemble de l'autogestion agricole, puis à une typologie sociologique des domaines autogérés sur laquelle pourraient s'appuyer les premières tentatives d'interprétation. Cette approche descriptive doit tenir compte des bases techniques et économiques de la production (superficie, plan de culture, rendements) et des problèmes d'ordre sociologique les plus évidents :

a) la nature et le fonctionnement des organes de l'autogestion : comment ont été choisis leurs membres, qui représentent-ils, comment prennent-ils les décisions, comment ont-ils évolué depuis leur création et sous quelles influences, quelles sont leurs relations avec les organismes de tutelle et d'encadrement ?

b) l'emploi : le nombre de travailleurs actuels et le nombre de jours de travail effectués par chacun d'eux sont souvent supérieurs à ce qui serait techniquement nécessaire. Mais les réductions d'emploi, si elles sont économiquement souhaitables, sont difficilement réalisables. Ce problème doit être étudié de façon très précise, en particulier du point de vue de la constitution des groupes de travailleurs (liens de solidarité, proportion de travailleurs qualifiés, pourcentage de travailleurs directement engagés dans la production, d'anciens et de nouveaux etc...)

c) le niveau de vie des travailleurs : l'éventail des rémunérations de base est assez fermé. En fait les ressources de chaque famille dépendent surtout du nombre de jours payés à chaque travailleur, et du nombre de travailleurs par famille.

Certaines familles se situent nettement au dessous du seuil socialement tolérable, étant donnés les besoins ressentis dans le milieu considéré. De plus les possibilités d'accès aux « services » sociaux (habitat école soins médicaux) sont elles mêmes variables. Cette question mérite donc une observation systématique.

d) le comportement et les aspirations des travailleurs, leur relation avec le niveau de formation et d'information.

La répartition du revenu n'étant pas encore intervenue dans les exploitations autogérées agricoles, le souci d'augmenter la production est souvent absent, ou secondaire, par rapport aux préoccupations quotidiennes : salaires, avenir des enfants, relations familiales et matrimoniales, oppositions entre travailleurs d'origines ou de statuts

différents. Y a-t-il contradiction entre ces préoccupations et la nécessaire solidarité des travailleurs de chaque exploitation, ou celle des travailleurs de l'ensemble des exploitations autogérées ?

Une étude, appuyée sur des entretiens approfondis avec les travailleurs abordera ces questions.



Au cours de l'année 1967-68, l'autogestion agricole est étudiée dans le cadre d'une enquête interdisciplinaire menée sur un échantillon de domaines autogérés de la MITIDJA. Le travail en commun avec des agro-économistes permet d'aborder de façon réaliste les problèmes de l'organisation du travail de la production et de l'emploi, les chiffres et les renseignements obtenus et interprétés en commun fourniront les éléments d'une comparaison entre domaines, et d'un jugement sur les résultats obtenus par eux.

De plus, il sera possible de choisir de façon raisonnée les familles sur lesquelles l'équipe sociologique fera porter les enquêtes systématiques.

Cette enquête sur la MITIDJA doit durer au moins une année agricole.

La méthode ainsi mise au point doit être utilisée ensuite pour l'étude de l'autogestion agricole dans des régions différentes.

De plus, les problèmes mis en évidence par la première enquête seront étudiés systématiquement, avec un souci théorique de plus en plus poussé.

2°) Recherches sur les sociétés rurales traditionnelles

L'expression courante de « secteur traditionnel » dissimule mal l'ignorance dans laquelle nous nous trouvons actuellement en ce qui concerne l'état actuel des différents groupes, l'impact des problèmes fonciers et des organisations traditionnelles, les changements sociaux spontanés ou les probabilités de réponse à des actions concertées des pouvoirs publics.

Des études sont donc nécessaires, en particulier sur :

a) les problèmes fonciers, notamment sur les problèmes liés à la réforme agraire,

b) les expériences de coopératives paysannes actuelles ou prévues, et de façon générale toutes les formes d'organisation présentes dans le monde rural,

c) les motivations des paysans individuels face au progrès technique, et les voies à suivre pour organiser la vulgarisation et la diffusion de l'information.

Les études prévues dans ce cadre sont considérées comme prioritaires, elles n'ont cependant pas encore débuté, faute de chercheurs en nombre suffisant, mais elles commencent dès que possible. Il est prévu, dans une première phase, de rechercher une méthodologie adaptée à partir de quelques monographies de villages ou de collectivités de types différents.

La « station de sociologie rurale » de l'I.N.R.A.A. est de création récente et ne dispose pas encore de tous les moyens matériels ni de tous les chercheurs qui lui sont nécessaires pour remplir son ambitieux programme. L'enquête actuellement en cours sur les exploitations autogérées de la MITIDJA constitue cependant une première étape importante, tant du point de vue de la méthode que des résultats attendus et il est permis d'espérer que de jeunes chercheurs algériens développeront bientôt les autres recherches indispensables à une meilleure connaissance sociologique de l'Algérie rurale actuelle (1).

Cl. CHAULET.

2 — La direction générale du plan et des études économiques :

Créée au lendemain de l'Indépendance, la direction générale du plan et des études économiques s'est vue attribuer, pour l'essentiel, une double tâche : élaboration des plans et programmes de développement économique et social ; contrôle de leur exécution. Elle jouit à cette fin d'une large vocation de coordination des études et des réalisations entreprises par les administrations, les établissements publics et les sociétés nationales (2). Notre but n'est ici que de présenter son activité et les perspectives qui lui sont ouvertes en matière de sociologie du développement rural, en proposant certaines orientations au travail commun que pourraient entreprendre des chercheurs de l'université et de l'administration.

On peut distinguer deux phases dans cette activité. La première a visé, dès 1962, à recueillir rapidement, et sur tout le pays, les renseignements généraux indispensables à toute planification. Avec le recensement des études existantes (3) sont allés de pair la réalisation d'enquêtes par la D.G.P.E.E. elle-même (4) et les contrats passés avec

(1) Centre National de Recherches en Economie et Sociologie rurales, Domaine Mahdi Boualem (Baraki) — B.P. 8 El Harrach.

(2) Cf. REMILI, A., « Note sur les caractéristiques et le processus d'élaboration du premier plan de développement », *Revue algérienne* n° 3, septembre 1967.

(3) Des études immédiatement antérieures à l'indépendance ont porté notamment sur l'ouest algérien, le Chélif, l'est algérien (SEDIA); le Hodna (SCET), Adrar et Laghouat (PROHUZA)...

(4) Enquêtes de développement rural sur la frontière marocaine, le département de Médéa, la grande et la petite Kabylie, la frontière tunisienne.

les sociétés d'étude publiques ou privées (1). Le projet de plan publié en février 1967 a pu s'appuyer ainsi sur un réseau de données socio-économiques de base qui couvrent, d'une manière plus ou moins approfondie, l'ensemble du territoire national.

A ces inventaires régionaux semblent devoir succéder à l'heure actuelle, dans une seconde phase, des études de domaine ou d'objectif plus restreints, destinées à répondre à des questions précises. Une telle localisation a été rendue possible, certes, par les enquêtes générales citées à l'instant, mais également par l'écoulement d'un laps de temps suffisant pour que certaines des réalisations entreprises depuis l'Indépendance en domaine rural aient pu faire la preuve d'une relative longévité. L'expérience de cinq années confèrait dès lors à l'étude de leurs conditions d'existence et de croissance un intérêt tout particulier.

L'autogestion agricole, bien entendu, représente en secteur moderne le premier de ces champs d'observation, tant en ce qui concerne l'analyse de ces difficultés de fonctionnement au regard des textes et des exigences de rentabilité que d'un second point de vue, d'une utilité inférieure dans l'immédiat mais certaine à plus long terme : la mise en lumière, dans certains cas au moins, de sa dynamique propre d'évolution en dépit des difficultés rencontrées.

Quant au secteur dit traditionnel, deux types de réalisations semblent devoir y être mentionnés en priorité, dans la perspective qui vient d'être définie :

— Les programmes d'investissement rural Dépenses d'Equipement Local (D.E.L.) héritées de la colonisation, remplacées par les Dépenses d'Equipement Rural (D.E.R.) en 1966 ; Crédits de Plein Emploi ; d'objectif volontairement limité (souvent utilisés dans le cadre communal), ces crédits sont d'une rentabilité économique très variable jusqu'à présent, mais parfois satisfaisante, dans des circonstances qui méritent alors d'être analysées (2).

— Les Chantiers Populaires de Reboisement (C.P.R.), créés (sous une autre dénomination) en 1962 et devenus organisme public en 1965 ; limité à l'est algérien, mais d'un poids local considérable puisqu'il y a employé en 1967 30.000 ouvriers à temps partiel (3), cette sorte

(1) La vallée de la Soummam (ENERGOPROJEKT) et le département de l'Aurès (AARDES-CASHA) ont donné lieu ainsi à des études récentes. D'autres sont en cours, sur le Hodna en particulier (F.A.O.).

(2) La part de ces crédits annuellement consommée s'est élevée à près de 90.000.000 DA en moyenne entre 1963 et 1966. L'ensemble des investissements proprement dits en secteur traditionnel — à côté desquels il faut mentionner les prêts d'équipement — doit emprunter ce double canal dans les années à venir. A titre d'exemple du genre de recherches évoqué ici, on peut citer une étude récente de la revivification de foggaras sur fonds publics dans l'arrondissement de Timimoun (D.G.P.E.E.-A.A.R.D.E.S.).

(3) L'emploi effectif y est de 10 jours par période de 42 jours, pour un salaire fourni en nature. Les C.P.R. assurent ainsi la subsistance de près de 200.000 personnes.

d'office régional étend progressivement son activité dans le domaine de la mise en valeur agricole. Les résultats déjà obtenus, liés à une politique de formation systématique, en justifient également une étude détaillée. Il s'agit en somme, au sein des aspects très divers que présente l'agriculture algérienne, d'analyser en profondeur un petit nombre de réalisations précises, analyse guidée par la préoccupation suivante : que nous apprennent-elles sur les conditions d'efficacité d'actions de développement en Algérie ?

Ces objectifs ne sont pas limitatifs (7) ; ils pourront sembler pourtant dérisoires, en face de la multiplicité des problèmes dont la gravité s'accroît d'année en année. Il est clair, de fait, que ce ne sont pas ces études qui peuvent assurer le développement du pays. Elles pourraient bien se trouver cependant parmi les mieux à même de préparer l'avenir en matière de développement rural, assurant au planificateur les connaissances dont il aura besoin pour passer du stade des expériences isolées à celui d'un développement d'ensemble.

Dans sa volonté de réduction des disparités et notamment de résorber le dualisme agricole transmis par la colonisation, le plan devra s'appuyer également sur une approche méthodologique unifiée des problèmes des secteurs moderne et traditionnel. C'est là une tâche, intimement liée aux domaines de recherche proposés ci-dessus, où la collaboration d'universitaires d'une part, de responsables et de techniciens de l'administration de l'autre pourrait se dévéler particulièrement féconde.

Un dernier aspect du type d'orientation ainsi évoqué tient aux liens dans lesquels s'y trouvent associées l'analyse et l'expérimentation. Si ce sont souvent des réalisations, comme cela a été souligné, qui provoquent désormais les études, certaines de celles-ci à l'inverse incluent maintenant dans leur programme une phase pratique : l'application sur le terrain des premières conclusions (par la création d'une coopérative, par exemple, ou le lancement dans une zone limitée d'un

(7) D'autres cas pourraient être cités (coopératives agricoles de divers types, domaines ex-CAPER, zones d'organisation rurale (ZOR), syndicats d'irrigation (en secteur traditionnel et en secteur moderne), etc...) qui soient susceptibles d'une étude analogue. Il est d'autres sujets importants ; Un large champ d'analyse est ouvert notamment par les relations contractuelles appelées à s'établir entre producteurs agricoles et unités économiques en aval d'une part (commercialisation, industrie agricole), agriculteurs de productions complémentaires d'autres part (éleveurs -producteurs de fourrage (cf. note (8)), etc...).

processus de vulgarisation) constitue ainsi la base d'une nouvelle phase d'étude, ce mouvement pouvant éventuellement se répéter plusieurs fois (8).

Dans ces perspectives, un ensemble de recherches pourraient porter sur le statut de l'animation dans le développement rural. Actuellement en effet, la formation des hommes appelés à y être associés n'est pas toujours prévue dans les réalisations, généralement limitée, lorsque c'est le cas, à une vulgarisation technique, et pratiquement jamais envisagé au stade des études elles-mêmes. L'avance que tendent à prendre, pour ainsi dire, les expérimentations, ou réalisations partielles, sur les réalisations d'ensemble proprement dites semble propice à la mise au point parallèle de programmes de formation des intéressés, conçus alors comme le moyen d'obtenir d'eux une participation croissante à la mise en place et à la gestion des actions de développement. Il n'est pas exclu que la phase d'étude se révèle finalement susceptible elle aussi d'entamer délibérément la formation de certains des agriculteurs destinés à être associés ensuite à la réalisation. On serait loin alors du type d'études, aussi élaborées qu'elles puissent être techniquement, dont des sociétés privées assurent aujourd'hui encore la majeure partie.

Précisons bien, pour terminer, que la prise en charge directe par la D.G.P.E.d 'études et d'interventions socio-économiques en domaine rural semble appelée à demeurer exceptionnelle (9). C'est bien plus à

(8) Certains projets financés par le Fonds spécial des Nations Unies procèdent de cet esprit (étude des ressources naturelles, expérimentation et démonstration agricoles dans la région du Hodna ; développement intégré des cultures fourragères et du pastoralisme dans l'Algérie centrale). Les problèmes socio-économiques de mise en valeur du périmètre irrigué d'Abadla, sur l'Oued Guir, vont également susciter des études et des interventions étroitement imbriquées, par la DGPEE cette fois, en collaboration avec le Centre de Recherches Economiques et Sociologiques de l'INRAA (Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire).

(9) Nous ne parlons pas ici, bien entendu, de la Sous-Direction des statistiques dont une part importante de l'activité a lieu précisément sur le terrain, témoin par exemple de l'activité a lieu précisément sur le terrain, témoin par exemple, en approfondissement du recensement de la population de 1966, l'enquête sur le nomadisme et le pastoralisme actuellement en cours, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture. Dans une perspective plus générale, les enquêtes statistiques confiées par la Sous-Direction à l'AARDES (emploi de la main-d'œuvre algérienne ; consommation des ménages), susceptibles de demeurant d'exploitations sociologiques, représentent en matière de développement rural un apport extrêmement précieux, comme aussi, par nombre de ses aspects, l'enquête concernant les attitudes à l'égard du contrôle des naissances (AARDES).

faciliter l'échange d'information entre organismes de recherche (10), à tendre ainsi vers la coordination des divers travaux entrepris en Algérie (11), à susciter enfin les études qui lui paraissent prioritaires que semble se situer sa vocation propre en matière de sociologie du développement rural. Dans ces limites, cette action requiert impérieusement l'élaboration d'une méthodologie, tâche pour laquelle, encore une fois, la coopération de tenants de disciplines et d'activités diverses est assurée de trouver au sixième étage du Palais du Gouvernement des partisans convaincus.

Etienne BOVET.

3 — L'Association Algérienne pour la Recherche Démographique, économique et sociale.

ENQUETE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE (1)

Organisme responsable de l'enquête : A.A.R.D.E.S. (Association Algérienne pour la Recherche Démographique, Economique et Sociale, en collaboration avec la Direction du Plan, Sous-Direction des Statistiques).

Durée de l'enquête : la préparation théorique a commencé en novembre 1966, le travail sur le terrain en juin 1967. Les interviews devraient être terminés à la fin du printemps 1968 et les premiers résultats seront publiés au début de l'été 1968. Les résultats approfondis apparaîtront au cours de l'année 1969.

Nature de l'enquête : l'enquête cherche à déterminer les attitudes, à la connaissance et la pratique de la contraception en Algérie, en relation avec une série de variables socio-économiques, démographiques et culturelles, afin d'orienter le gouvernement pour une action éventuelle

(10) Citons notamment, comme organismes publics spécialisés dans les recherches socio-économiques, l'Association Algérienne pour la Recherche Démographique, Economique et Sociale (AARDES), le Centre National de Recherches Economiques et Sociologiques (CNRES, Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire), le Bureau d'Etudes Economiques et Techniques (ECOTEC). Parmi les organismes administratifs conduits à se livrer à ces recherches occasionnellement en domaine rural, mentionnons, sans aucune prétention à l'exhaustivité, le Centre Algérien de Recherches et d'Expérimentation Forrestières (CAREF), l'Institut de Promotion Coopérative Agricole (PCA), etc....

(11) C'est dans ce cadre que divers fichiers spécialisés sont en cours de constitution à la D.G.P.E.E., Section Agriculture. Ils concernent notamment, en sociologie du développement rural de l'Algérie :

- les études réalisées ;
- les études en cours ;
- les chercheurs ayant travaillé (depuis 1945) ou travaillant actuellement en Algérie.

(1) L'AARDES a, en cours, d'autres enquêtes qui seront présentées ultérieurement.

dans le domaine de la planification familiale. Des enquêtes de ce type, (dites enquête « CAP », Connaissance, Attitude et Pratique) ont déjà été entreprises dans plus de 25 pays du Tiers-Monde.

Méthodologie :

a) *Echantillon* : Un échantillon stratifié recouvrant toutes les couches de la population et la totalité du territoire, (à l'exception des deux départements sahariens) a été tiré sur la base du recensement de 1966. L'échantillon représente 2.200 ménages, le mari et la femme étant interrogés séparément. Seuls ont été choisis les ménages susceptibles d'être intéressés par le Planning Familial, à savoir les couples où la femme a entre 15 et 45 ans et a eu au moins une grossesse, (ceci en vue d'éliminer les femmes stériles).

b) *Questionnaire principal* : Un questionnaire comprenant une centaine de questions a été élaboré. Le questionnaire pour les femmes diffère sur certains points du questionnaire pour hommes, bien que la plupart des questions d'attitude soient identiques. La durée moyenne d'un interview est de 45 minutes.

c) *Questionnaires annexes* : Plusieurs questionnaires annexes complètent la recherche :

- Un questionnaire socio-économique destiné aux autorités communales des régions enquêtées.
- Un questionnaire médical à l'intention du personnel médical diplômé, destiné à vérifier et compléter les renseignements obtenus par la voie individuelle.
- Un bref questionnaire d'attitudes pour les responsables religieux locaux.

d) *Personnel* : L'enquête est menée par une équipe d'une dizaine d'enquêteurs (5 enquêteurs et 5 enquêtrices) encadrés par 4 cadres de niveaux universitaires, sans compter le personnel utilisé pour la codification.

Premiers aperçus : Les premiers résultats, reposant sur le dépouillement de plusieurs centaines de questionnaires, recourent sensiblement les enquêtes analogues faites dans d'autres régions du Tiers-Monde. Une majorité d'environ trois quarts montre des attitudes favorables au Planning Familial. La majorité est constante, tant dans le bled que dans les villes, tant chez les hommes que chez les femmes. Au vu de ces premiers résultats (1) ainsi que de l'opinion des représentants du corps médical, unanimes dans leur désir de voir le Planning Familial introduit rapidement, il ne fait pas de doute qu'un programme de Planning Familial intelligemment mené rencontrerait les faveurs de la plupart des familles intéressées.

Pierre PRADERVAN.

(1) Depuis, une commission Nationale de Planning familial a été créée chargée de se pencher sur ce problème.